

ALEXEI NAVALNY, LE NATIONALISTE RUSSE DEVENU CHOUCHOU LIBÉRAL DE L'OCCIDENT

Publié le 6 février 2021 par Jacobin Magazine



L'arrestation du leader de l'opposition russe Alexei Navalny a déclenché des protestations de masse contre l'autoritarisme de Vladimir Poutine. Mais si le travail journalistique de Navalny a permis de révéler le copinage et la corruption des élites russes, ses retournements de veste entre libéralisme et nationalisme anti-immigrés montrent qu'il n'est pas le champion des Russes de classe populaire.

Article de notre partenaire Jacobin, traduit et édité par William Bouchardon.

En 2020, des manifestations massives ont éclaté dans plus de quarante pays. En comparaison, la Russie de Vladimir Poutine ressemblait à un îlot de stabilité. Mais le dimanche 23 janvier a vu les plus grandes manifestations depuis des décennies, organisées par l'équipe autour du leader de l'opposition Alexei Navalny.

Navalny sortait alors tout juste de cinq mois de traitement en Allemagne pour empoisonnement, qu'il impute aux autorités russes. Lorsqu'il a annoncé son retour dans son pays le 17 janvier - permettant aux autorités russes de l'arrêter - il s'est à nouveau affirmé comme l'opposant le plus important de Poutine. Mais les manifestations actuelles alimentent également une crise politique plus large, dont l'issue est loin d'être claire.

Qui est Navalny ?

Comme la plupart des politiciens de la Russie moderne, la vision du monde de Navalny s'est formée sous l'hégémonie totale de l'idéologie libérale pro-marché. En 2000, il a rejoint le parti libéral labloko. À l'époque, il était, de son propre aveu, un néolibéral classique soutenant la réduction des dépenses publiques et de la protection sociale, des privatisations massives, un Etat réduit au minimum et une liberté totale pour les entreprises.

Cependant, Navalny a vite compris qu'une politique purement libérale n'avait aucune chance de succès en Russie. Pour la plupart des gens, cette idéologie a été discréditée par les réformes radicales des années 1990. Chez les Russes, ces années catastrophiques symbolisent la pauvreté, l'injustice, l'inégalité, l'humiliation et le vol. Une fois que l'idéologie libérale pro-occidentale fut disqualifiée aux yeux de la population, elle a également cessé d'intéresser la classe dirigeante. Avec l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, les fonctionnaires, les politiciens et les oligarques russes se sont proclamés patriotes et héritiers de l'État russe. Les partis libéraux ont depuis échoué à trouver leur public.

Navalny a donc rapidement trouvé une nouvelle niche idéologique. À la fin des années 2000, il se déclare nationaliste. Il participe aux Marches russes d'extrême droite, fait la guerre à "l'immigration clandestine" et lance même la campagne "Stop Feeding the Caucasus" contre les subventions gouvernementales aux régions autonomes pauvres et peuplées de minorités ethniques dans le sud du pays. A l'époque, les sentiments nationalistes étaient très répandus et la jeunesse urbaine sympathisait presque en masse avec les groupes d'extrême droite.

Navalny a donc surfé sur cette vague, et cela a, en partie, fonctionné.

Mais Navalny ne s'est pas perdu parmi les petits "führers" nationalistes et a trouvé un créneau particulier faisant de lui un héros bien au-delà des limites de la sphère de droite radicale : il est devenu le principal combattant du pays contre la corruption. En achetant de petites quantités d'actions dans de grandes entreprises publiques, il a ainsi obtenu l'accès à leurs documents. Sur cette base, l'opposant a mené et publié des enquêtes très médiatisées. Nombre d'entre elles étaient des travaux journalistiques brillants - bien que certains critiques aient soupçonné Navalny d'être simplement impliqué dans les "guerres médiatiques" entre groupes financiers-industriels rivaux, recevant des ordres et des informations de leur part afin de compromettre leurs concurrents.



Vladimir Poutine s'adressant aux citoyens russes le 2 avril 2020 © The Presidential Press and Information Office.

Quoi qu'il en soit, la fable libérale selon laquelle la corruption est la cause de l'inefficacité de l'État a permis à Navalny de s'attirer la sympathie de la majorité de la classe moyenne. Les cadres supérieurs des entreprises et les hommes d'affaires ont perçu la corruption comme un obstacle majeur à leur propre succès. Beaucoup se sont donc abonnés au blog de Navalny et

lui ont envoyé des dons de plus en plus importants.

Entre 2011 et 2013, la Russie a été balayée par un mouvement de protestation de masse contre le truquage des élections parlementaires et l'autoritarisme croissant, symbolisé par le retour de Poutine à la présidence en 2012. Navalny prit part au mouvement mais échoua à en assurer le leadership. En effet, s'il a su convaincre la classe moyenne de la capitale et des grandes villes, les classes populaires ne lui faisaient pas confiance. Ces dernières sont restées indifférentes à son programme de lutte contre la corruption, considérant que celle-ci n'est qu'une des techniques d'enrichissement de l'élite et non le fondement de l'inégalité des classes.

En fait, il s'est avéré que les valeurs de gauche conservent une certaine influence en Russie. Lors de ces manifestations, des milliers de personnes ont manifesté sous les drapeaux rouges, et le leader du Front de gauche, Sergueï Udaltsov, est devenu l'un des hommes politiques les plus populaires de Russie. Le bras droit de Navalny, Leonid Volkov, a déclaré à l'époque dans une interview qu'il était nécessaire de convaincre l'élite russe qu'une victoire de l'opposition serait meilleure pour elle qu'un gouvernement Poutine corrompu. Mais pour ce faire, il fallait se débarrasser des alliés de gauche, qui font fuir les grandes entreprises. Navalny a donc scindé la coalition de l'opposition et lorsque les dirigeants de gauche ont été jetés en prison, il a refusé d'intervenir en leur faveur.

Un virage à gauche ?

Alexei Navalny a tiré une leçon importante des rassemblements de protestation de 2011-2013 : ce n'est pas le populisme nationaliste de droite, mais bien celui, social, de gauche, qui apporte une réelle popularité au sein de la population. Et bien qu'il ait souvent été comparé à Donald Trump, il s'est de plus en plus tourné vers un agenda social.

Il se met alors à parcourir le pays pour réclamer une augmentation des pensions de retraite et des salaires des employés de l'État. Le programme du "Parti du progrès", qu'il a créé au milieu des années 2010, proclamait la nécessité de relever l'âge de la retraite. Mais lorsque cette mesure impopulaire a été reprise par le gouvernement Poutine, Navalny a commencé à organiser des rassemblements contre elle.

Cette tactique sociale-populiste a fonctionné : le nombre de partisans de Navalny a augmenté. En mars 2020, Navalny a même affirmé qu'il avait "pris position pour Bernie

Sanders" lors des primaires des Démocrates américains. Si cela a suscité l'indignation de ses alliés de droite, ce fut une bonne décision sur le plan stratégique : dans toute la Russie, l'opinion publique s'est sensiblement déplacée vers la gauche.

En parallèle, Navalny a changé son discours autour de la corruption. Il parle désormais moins de l'inefficacité de l'État que de l'inégalité sociale. Il compare le luxe des oligarques et des fonctionnaires russes à la pauvreté des gens ordinaires. L'audience de ces problèmes est beaucoup plus large : plusieurs de ses enquêtes ont recueilli des millions de vues. Le dernier film de Navalny, sorti le 20 janvier, a établi un nouveau record : en une semaine, il a enregistré plus de 91 millions de vues.

Ce nouveau film présente pourtant bien peu de nouveaux éléments. Il est construit sur une compilation de faits et de théories bien connus. En 2010, des militants écologistes avaient déjà trouvé le palais de Poutine, estimé à une valeur d'un milliard et demi de dollars, sur la côte de la mer Noire. Mais le succès du film est toujours garanti par la pertinence du problème de l'inégalité des classes et de l'injustice. Avec ce film, Navalny s'adresse moins à ses partisans traditionnels (pour eux, tout est déjà clair), mais plutôt à la majorité autrefois pro-Poutine.

La stratégie de Navalny

Navalny est toutefois confronté à une tâche redoutable. Luttant pour la sympathie de la majorité, il est également important pour lui de ne pas intimider et de ne pas s'aliéner la classe dirigeante.

Dans un service hospitalier en Allemagne, Navalny a reçu la visite d'Angela Merkel. L'oligarchie russe, confrontée à de graves difficultés en raison de la guerre froide avec l'Occident et des sanctions croissantes, n'a certainement pas manqué d'y voir un message lui étant adressé. Aux yeux des grandes entreprises et de la haute administration, Navalny est en train de devenir celui qui peut mettre fin à l'escalade du conflit avec l'Occident.

Le Kremlin a toujours soupçonné que Navalny bénéficie du soutien tacite d'une partie des élites. En 2012, la révélation d'échanges entre certains chefs de l'opposition libérale évoquait ainsi le possible financement de Navalny par un groupe d'oligarques éminents.

Chaque nouvelle enquête menée par Navalny alimente des soupçons similaires. Qui peut lui fournir des faits et des documents exclusifs ? Le film sur le palais de Poutine montre de nombreux détails intimes de la vie de la haute élite du pays. Comment cet opposant a-t-il réussi à s'introduire dans la luxueuse chambre du président ? Ou à voir le salon à chicha avec une perche pour le strip-tease, dont les écoliers discutent maintenant sur les réseaux sociaux ? Peu importe que les images soient vraies ou pas, elles ont un impact réel, en alimentant la suspicion et en contribuant à une scission au sommet du gouvernement.

Il est également important pour Navalny que sa critique des inégalités sociales ne retourne pas l'establishment au pouvoir contre lui. C'est pourquoi il veille à ce que son populisme social ne dépasse pas les bornes. Sa critique acerbe du luxe de l'entourage de Poutine ne le conduit pas vers des revendications sociales radicales. Navalny s'oppose par exemple à la remise en cause des privatisations criminelles des années 1990 ou à la redistribution des richesses en faveur des travailleurs. Il accepte tout au plus une petite "indemnité" que certains oligarques devraient payer pour légitimer les biens saisis dans les années 1990.

A titre de comparaison, il est intéressant de noter qu'une mesure similaire a été prise par Tony Blair en Grande-Bretagne en 1997. La "Windfall Tax" sur les propriétaires des entreprises privatisées dans les années 1980 (notamment la British Airports Authority, British Gas, British Telecom, British Energy, Centrica) a en réalité inscrit dans le marbre les politiques néolibérales de Margaret Thatcher et a légitimé cette redistribution radicale de la propriété et du pouvoir vers les riches. En Russie, Vladimir Poutine a été le premier à suggérer la mise en place d'une politique similaire en 2012, avant de l'enterrer. Aujourd'hui, l'idée a été reprise par son plus fervent critique, Alexei Navalny.



Manifestation anti-Poutine pour la libération d'Alexei Navalny le 23 janvier 2021 à Lipetsk © Rave

Les inégalités économiques resteront donc intactes. Parmi les points du programme de Navalny sur les "tribunaux équitables" et les libertés politiques, on trouve la mention de futures privatisations. C'est-à-dire exactement ce qui risquerait d'éloigner la plupart des Russes de sa politique. Par conséquent, la tâche de Navalny et de ses partisans est de remplacer la discussion sur le programme de changement par une discussion sur la personnalité du dirigeant lui-même. Ensuite, la confrontation entre les différentes idéologies, de gauche et de droite, socialistes et libérales, sera remplacée par une confrontation entre une "coalition de stagnation" et une "coalition de changement".

Et c'est là que le talent, le flair politique et le courage personnel entrent en jeu. Le retour de Navalny en Russie a été une opération élaborée, bien qu'aventureuse, avec un aspect dramatique digne d'Hollywood. Navalny a pu construire son personnage héroïque, de retour d'une mort imminente, revenant vers son peuple avec "Victoire" (le nom de la compagnie aérienne russe à bas prix emprunté par Navalny jusqu'à l'aéroport de Moscou). A peine sorti de l'avion, il est immédiatement saisi par les gardes du souverain injuste, le privant de sa

liberté, cette même liberté qu'ils refusent à la Russie elle-même. Bien sûr, le héros tombe immédiatement sous les feux de la rampe - et de la lutte politique.

En septembre 2021, la Russie organisera des élections parlementaires essentielles pour le gouvernement : si Poutine entend continuer à être président après 2024, il a besoin d'un parlement pleinement loyal. C'est pourquoi les autorités ont tout fait pour empêcher la participation des critiques radicaux du régime, dont Navalny et ses partisans. Seuls les partis et les candidats loyaux sont autorisés à participer, c'est-à-dire ceux qui ne contesteront pas les fondements de l'ordre sociopolitique existant, ni même les résultats du vote officiellement annoncés (même si cela signifie leur propre défaite).

Même les dirigeants du parti communiste sont globalement prêts à jouer ce jeu. Comme il est impossible de prendre le pouvoir lors des élections, la lutte doit être menée ailleurs. Par le spectacle de son retour, Navalny résout ce problème spécifique. Avant d'être emmené dans une cellule de prison, il a usé son capital médiatique en encourageant les partisans à descendre dans la rue. Le scénario du Kremlin pour la campagne électorale a été interrompu.

À l'heure actuelle, personne ne s'intéresse aux partis parlementaires et à leurs programmes. Toute la lutte dans les rues est associée à Navalny. Après vingt ans de stagnation, tout espoir de changement est maintenant lié à son nom - sans qu'il y ait de place pour discuter de la signification de ce changement.

C'est une situation idéale pour un coup d'État, qui pourrait même être réalisé avec l'aide et le soutien de la plupart de la population. Mais les nouveaux dirigeants refuseraient vite de rendre de comptes, comme lors de la chute de l'URSS ou pendant les "révolutions de couleur" dans les pays post-soviétiques. Ces événements ont laissé un héritage de ruine sociale, de désindustrialisation, d'inégalité croissante et de réaction nationaliste. Et le résultat a été la déception sans fin des travailleurs, qui se sentent utilisés et trahis.